APPEL AU BOYCOTT DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL

La campagne d'évaluation va démarrer ou a déjà commencé pour certain(e)s.

Un dialogue avec notre hiérarchie ne peut se résumer à un échange individuel qui plus est annuel. Cet entretien individuel nie la réalité de nos missions qui s'inscrivent dans une chaîne collective de travail.

Par un management essentiellement tourné vers le productivisme et la réduction des dépenses publiques, nous subissons de plein fouet une dégradation de nos conditions de travail qui sont devenues inacceptables pour une part de plus en plus importante d'agents dans ce département.

Alors que la sonnette d'alarme a été tirée à maintes reprises, ce ministère reste dans le déni et accélère la marche en avant.

La mise en place du Nouveau Réseau de Proximité se traduit dans les faits par la suppression d'une partie de nos missions (*mise à jour du plan cadastral*), par le démantèlement des services de proximité, avec pour corollaire une déshumanisation des rapports entre les citoyens et notre ministère. Ce management devient pathogène et aura pour les agents des répercussions qui dépasseront le cadre professionnel.

Face à constat alarmant, le boycott de l'entretien est un moyen d'expression de nos revendications.

Ce refus d'aller au confessionnal professionnel s'inscrit pleinement contre toutes ces régressions sociales.

Bien évidemment le boycott n'est pas orienté contre le notateur 1er degré, mais l'expression d'un mécontentement généralisé.

Nous rappelons aussi que la participation à l'entretien professionnel n'est pas une obligation et n'empêche pas le recours contre l'évaluation.

Statut et missions n'étant plus pérennisés, nous sommes dans l'obligation d'agir pour nous opposer à ce rouleau compresseur appliqué par une direction zélée.

Nous dénonçons un acharnement politique et idéologique visant à condamner les services publics et ses agents.

Dans ce contexte social de lutte, d'attaques contre le système de retraite par répartition à prestations définies et code des pensions, de démantèlement de la fonction publique, nous disons non :

- au démantèlement du réseau de la DGFIP avec le plan Darmanin et le Nouveau Réseau de Proximité,
- à l'instauration de R.I.F.S.E.E.P
- à la fin des C.A.P et à l'affectation au bon vouloir du prince local,
- à la mobilité forcée avec la notion de durée minimale et maximale,
- à l'incitation au départ volontaire hors fonction publique,
- à l'introduction de la rupture conventionnelle,
- à la fin des garanties collectives et des droits individuels,
- aux emplois de contractuels sur des emplois de fonctionnaires titulaires.

Refusons la destruction de nos droits, de nos garanties et de nos missions.

ET DÉCIDONS DE BOYCOTTER L'ENTRETIEN D'ÉVALUATION !!!!